

APPEL À PROPOSITIONS POUR LE NIGER

Date limite de dépôt des propositions : 6 janvier 2014

Le **Partenariat mondial pour la responsabilité sociale** (GPSA) aide la société civile et les pouvoirs publics à relever ensemble les défis majeurs de la gouvernance dans les pays en développement. Pour ce faire, le GPSA apporte un appui stratégique soutenu aux initiatives des OSC en matière de responsabilité sociale visant à renforcer la transparence et l'obligation de rendre compte. Il s'appuie sur la collaboration directe et constante de la Banque mondiale avec les acteurs publics ainsi que sur un réseau mondial d'organisations partenaires. L'objectif est de créer un environnement propice à *l'utilisation de la remontée d'informations en provenance des citoyens pour résoudre les problèmes fondamentaux en matière de services et accroître l'efficacité des institutions publiques*. Selon une approche adaptée à la situation de chaque pays, le GPSA soutient des activités mises en œuvre dans les secteurs où la Banque mondiale est très présente et peut aider les pouvoirs publics à réagir aux avis exprimés par les citoyens.

Le GPSA s'efforce de « fermer la boucle » en aidant les citoyens à mieux se faire entendre, les pouvoirs publics à écouter et les organismes publics à donner suite aux retours d'informations qu'ils reçoivent.

Le GPSA est heureux d'annoncer son deuxième appel mondial à propositions. En ce qui concerne le **NIGER**, le GPSA sollicite des propositions d'initiatives et de programmes de responsabilité sociale auprès des organisations de la société civile **pour traiter l'une des questions suivantes ou l'ensemble d'entre elles :**

- ⇒ *Le contrôle du transfert de ressources tirées des industries extractives aux collectivités territoriales ainsi que les contrats. Cette information servira au Ministère des Finances afin de renforcer le cadre d'allocation de ces ressources et aussi concevoir de meilleurs contrats associant un mécanisme d'engagement citoyen.*
- ⇒ *Le contrôle du processus de passation de marchés publics d'outils essentiels aux secteurs de l'éducation et de la santé, en particulier les manuels scolaires et les médicaments. Cette information permettra aux Ministères de l'Éducation et de la Santé de mesurer la magnitude du problème et concevoir des mesures correctives appropriées.*

Selon l'approche du GPSA, l'information produite devrait être utilisée aussi par des organismes publics autres que le pouvoir exécutif, tels que les institutions supérieures de contrôle des finances publiques, les organes législatifs, les organismes de réglementation indépendants et d'autres entités de contrôle.

Pour être prises en considération, les propositions doivent démontrer clairement que :

1. Le projet repousse les limites des initiatives pilotes pour passer à des interventions de grande envergure susceptibles d'être reproduites à l'échelle nationale.
2. L'intervention envisagée est liée à des initiatives en cours axées sur des objectifs similaires. Le projet doit expliquer où réside la valeur ajoutée de la contribution du GPSA.
3. Le projet prévoit d'établir avec d'autres OSC un vaste éventail de partenariats grâce auxquels la proposition pourra prendre de l'envergure et mettre à profit l'expérience acquise.
4. Le projet produira les informations nécessaires pour compléter les processus existants déjà soutenus par les institutions publiques compétentes.

Le GPSA soutient les propositions :

- dont la durée estimée se situe entre 3 et 5 ans de manière à permettre la réalisation d'un financement stratégique soutenu en faveur de la responsabilité sociale ;
- qui incluent un budget détaillé correspondant à un don total situé dans une fourchette de financement indicative allant de 500 000 dollars à 1 000 000 dollars. Les demandes de financement inférieures à cette fourchette seront prises en considération. Les fonds demandés doivent correspondre à la durée du projet.

OSC admissibles : les entités juridiques qui n'appartiennent ni au secteur public ni à celui des entreprises à but lucratif, c'est-à-dire les organisations non gouvernementales, les médias à but non lucratif, les organisations philanthropiques, confessionnelles ou professionnelles, les syndicats, les organisations de travailleurs, les associations d'élus locaux, les fondations, les instituts de recherche et les groupes de réflexion sur la formulation des politiques. Les OSC candidates doivent fournir la preuve de leur statut juridique dans un pays satisfaisant aux critères d'admissibilité du GPSA.

Veillez consulter le guide des dépôts de demandes du GPSA pour de plus amples renseignements sur la façon de solliciter un don, les critères d'admissibilité et de sélection et le processus de sélection.

Si vous souhaitez déposer une demande, rendez-vous sur le site www.worldbank.org/gpsa pour consulter le guide des dépôts de demandes et obtenir un formulaire de demande.

Pour obtenir des informations sur la séance d'orientation organisée par les services de la Banque mondiale au NIGER, veuillez contacter la personne suivante :

Jaime MAYAKI

jmayaki@worldbank.org

Séance d'orientation :

Date : *Jeudi 28 novembre 2013 de 15h à 17h*

Lieu : *Mission Résidente de la Banque mondiale au Niger*